

Sociographie de l'Asie du Sud-Est

M. Lucien BERNOT, professeur

Cours : *Des empires aux clans : l'exemple de l'Arakan*

En 1947, année de l'Indépendance de l'Inde et du Pakistan, le Pakistan oriental, devenu le nouvel état du Bangla-Desh en 1971, était bien entendu habité par des populations parlant surtout le bengali et pratiquant la religion musulmane. Mais dans le sud-est de cette province orientale du Pakistan, une division administrative de 17 000 km², le Territoire de Chittagong, était peuplée de quelque 300 000 habitants, présentant cette double particularité de n'être ni de religion musulmane, ni de langue bengali. Pour éviter les heurts avec ces bouddhistes, hindouistes, animistes, baptistes, mangeurs de porc et buveurs d'alcool, parlant des langues appartenant à la famille tibéto-birmane, habitant un pays de collines cultivées sur brûlis, le jeune état pakistanais préféra maintenir comme premier administrateur de ce Territoire, un Anglais. Ce *dici* (abréviation de *Deputy Commissioner*, comme le désignent les habitants) relevait d'ailleurs directement de l'autorité de Karachi et non de celle de Dacca.

La population du Territoire de Chittagong se répartissait en une dizaine d'ethnies, démographiquement, linguistiquement et éthiquement différentes. Seules les ethnies importantes : les 40 000 Marma du nord, les 50 000 Marma du sud et les 100 000 Chakma avaient un représentant traditionnellement désigné comme « chef » ou par des mots locaux comme « mong », « bohmong » ou « raja ». Nous verrons plus bas comment ces fonctions furent créées et comment elles se sont transmises. A la naissance du Bangla-Desh en 1971, deux Chefs, plus ou moins spontanément, reconnurent l'autorité du nouvel état, tandis que le Chef des Chakma cherchait refuge à Karachi.

La situation dans le Territoire se dégrada vite, les habitants n'étant plus protégés contre l'immigration de plus en plus massive des Bengali venant des plaines surpeuplées : situation qui fut, hélas, toujours le lot de cette

région de l'Asie. Déjà au VIII^e s. de notre ère, les Pyu de Birmanie étaient rayés de l'histoire. Et si, depuis quelques années les Marma se réfugient dans la province birmane de l'Arakan, ils ne font que reprendre, en sens inverse, le chemin que leurs ancêtres arakanais avaient emprunté, il y a près de deux siècles, quand ils fuyaient l'Arakan que la Birmanie venait d'annexer, pour chercher refuge dans le Territoire de Chittagong alors sous le contrôle de la Compagnie Anglaise des Indes Orientales. Rappelons au passage que l'arakanais parlé, par rapport au birman parlé, présente un certain archaïsme ; l'arakanais et le birman écrits sont pour ainsi dire confondus.

Comment ces descendants d'Arakanais, devenus les Marma du Territoire de Chittagong, au milieu desquels nous avons vécu en 1951-1952 puis en 1959-1960, se sont-ils organisés ? Que représentait, pour eux, l'Arakan, à la fois Paradis perdu et Terre promise, province dans laquelle nous avons fait quelques séjours en 1960, 1974 et 1977 ? A ces deux questions, et principalement à la première, nous avons essayé de répondre dans ce cours, l'énoncé de notre titre présentant, pour l'exemple de l'Arakan seulement, une « évolution » inversée par rapport à celle qui fut proposée, voilà plus d'un demi-siècle par l'égyptologue A. Moret et le sociologue G. Davy dans leur fameux ouvrage *Des clans aux empires*.

Les récits des premiers voyageurs européens ayant été en Arakan, donnent de ce pays et de sa capitale Myohaung, un tableau absolument merveilleux. Certes Myohaung ne fut sans doute ni Angkor, ni Pagan, mais cet immense site archéologique encore préservé mériterait d'être étudié et définitivement restauré. Pour Manrique, ce prêtre catholique portugais qui voyagea dans le Bengale de 1629 à 1643, Myohaung, vaste métropole, avec ses remparts, ses douves, ses canaux utilisés pour le transport et pour l'irrigation, est comparable à Coïmbra ; les fastes du palais royal soutiennent eux aussi la comparaison avec ceux des grandes cours européennes de cette époque. Gautier Shouten, un voyageur hollandais, donne une liste des produits chargés dans les bateaux entre 1658 et 1665 : bois de teck, indigo, toiles de coton, riz, éléphants, laque, cire, canne à sucre, coton et esclaves. Cependant d'autres tableaux, beaucoup plus sombres, font état des raids commis par les marins arakanais sur la côte septentrionale de la baie du Bengale, à la recherche d'esclaves raflés lors d'une noce ou d'un enterrement, se faisant les complices de pirates européens — les fameux Feringhi — dans des déprédations consignées par Shihabuddin (Talish), un auteur bengali du début du XVII^e s. Il désigne ces pirates arakanais du nom de « mogh » terme péjoratif — sans doute d'origine persane — encore appliqué aujourd'hui aux descendants de ces Arakanais : les Marma. Evidemment, ces derniers n'emploient pas ce terme.

Convoité pour ses richesses, jaloué pour ses constructions que des formules magiques rendaient, pensait-on, invulnérables, mais affaibli par des querelles

de palais, le royaume d'Arakan devait disparaître en 1785, conquis par les armées birmanes débarquées sur ses côtes. La frontière terrestre séparant l'Arakan de la Birmanie, quoique longue de 400 km, est formée d'une chaîne montagneuse difficilement franchissable ; encore aujourd'hui, pour aller du reste de la Birmanie dans cette province, on prend le bateau ou l'avion.

Massivement, les Arakanais vaincus : bateliers, paysans, fonctionnaires, dignitaires de la cour, quittèrent leur pays par bateaux pour se réfugier dans les basses terres de Chittagong ou, plus au nord, dans les îles du delta du Gange. D'autres réfugiés se déplacèrent en suivant les vallées et vinrent s'établir dans les collines du Territoire de Chittagong. Dans les îles du delta comme dans les collines, il s'agissait de régions plus ou moins bien contrôlées par la Compagnie anglaise et ses agents bengali. En 1960, nous avons évalué le nombre des descendants de ces réfugiés à 20 000 dans les îles gangétiques et à 100 000 dans les collines à l'est de Chittagong. Tous avaient conservé leur langue et leur écriture, leur religion, leurs traditions vestimentaires et alimentaires, leurs types de maison, leurs coutumes, leurs formes d'organisation familiale et sociale. Comme ils refusèrent l'appellation de « mogh », ils délaissèrent vite celle de *rakhuin sâ*, c'est-à-dire « arakanais », qui était pourtant la leur avant l'exode, pour adopter celle de « Marma », déformation arakanaise (ou môn ?) du mot Mranma qui signifie « Birman ».

Les Marma vivant dans les collines sont surtout essarteurs. Jusqu'aux premières années de ce siècle, ils pratiquaient seulement cette sorte d'agriculture. Par contre les Marma établis dans les îles du Delta ont continué à labourer leurs champs, comme le faisaient les premiers arrivés, originaires sans doute des basses plaines arakanaises. A l'exception du sel, de l'huile pour la cuisine (les Marma produisent moutarde et sésame mais ce sont les Bengali qui pressent les grains), des ustensiles de cuisine allant au feu, des lames de coupe-coupe, du pétrole pour la lampe, du papier et du crayon pour écrire, tout ce qui concerne leur consommation : nourriture, vêtement, logement, est produit par eux-mêmes. Une technologie aussi sommaire que non différenciée n'a entraîné aucune division sociale du travail. Certaines tâches restent plus féminines, d'autres plus masculines mais aucun groupe ne s'est spécialisé dans telle ou telle technique de fabrication ou de production. On achète dans les bazars tenus par des Bengali les produits énumérés plus haut, on demande à un Bengali de soigner une bête malade ou de niveler le casier d'une rizière. La fin du royaume d'Arakan, l'exode, les nouveaux rapports établis avec les Bengali n'ont pas modifié la technologie des descendants des réfugiés. Chez leurs ancêtres, cet artisanat était dans les mains des étrangers, déjà des Bengali, au besoin aidés par des esclaves artisans, les esclaves paysans étant vendus parce qu'inutiles, aux marchands européens.

Le village marma, d'une dizaine à une cinquantaine de maisons, reste l'unité sociale essentielle ; chaque maison se trouve en relation de parenté

et d'alliance avec la quasi-totalité des autres maisons du même village. Bien entendu, le village est sous l'autorité d'un chef de village, nous ne connaissons pas d'exemple où la transmission de ce titre n'aurait pas été héréditaire. Et si les villageois considèrent ce personnage devant lequel, à l'occasion, ils savent s'incliner bien bas, ce même personnage est aussi un parent. On ne se marie qu'entre Marma ; aucun Bengali, à l'exception parfois, là où il y a des rizières labourées, de quelques ouvriers saisonniers, n'habite ces petites agglomérations établies dans des clairières : on y vit entre soi, comme villageois-parents, comme Marma et — nous y reviendrons plus bas — comme membres d'un même clan.

L'arakanais et le birman étant les mêmes langues, la birmane étant simplement plus usée, la nomenclature de la parenté arakanaise est identique à la nomenclature birmane. Il existe, cependant, au niveau des équations, une différence capitale, en effet, les Arakanais différencient les oncles-tantes, cousins-cousines et neveux-nièces, entre « parallèles » et « croisés », ce que ne font pas — et ceci semble attesté depuis les premiers témoignages que nous possédons (environ XIII^e s.) — les Birmans des campagnes et des villes. Les descendants des réfugiés de l'Arakan, d'une façon absolue, considèrent comme « l'épouse idéale » une cousine croisée très certainement bilatérale d'abord, puis patrilatérale et plus récemment matrilatérale. Nous ignorons le système de parenté arakanais à la fin du XVIII^e s. au moment de l'exode. Mais des enquêtes précises nous permettent de dire qu'actuellement, si certains archaïsmes subsistent, les Arakanais s'acheminent de plus en plus vers les modalités matrimoniales birmanes alors que leurs descendants fixés dans le Territoire de Chittagong ont pris une voie absolument opposée.

L'Arakan et la Birmanie furent, et sont encore, des pays où le bouddhisme reste la religion officielle. Chaque village marma un peu cossu — il suffit que le chef de village le soit, faisant alors office de mécène — possède un monastère abritant un ou plusieurs bonzes sans compter les jeunes garçons y effectuant leur retraite de noviciat après la cérémonie des crânes rasés. Tous les jours, la quête de la nourriture est rituellement organisée, chaque maison tenant prêt le bol de ragoût de légumes. Ce monastère transcende ses fonctions religieuses en fonctionnant, pendant la saison froide (de novembre à février, c'est aussi la morte-saison dans les collines), comme salle de réunions de la communauté villageoise qui s'y retrouve chaque soir, buvant du thé salé, partageant les pipes à eau, assistant aux répétitions de pièces de théâtre dans lesquelles les jeunes adolescents au besoin déguisés en jeunes filles, font revivre des scènes tirées des *Jātaka*, sur une musique, toujours la même, également entendue en Arakan en 1974 et 1977, où elle passe pour traditionnelle. Le même monastère réunit les garçons et les fillettes venant quotidiennement y apprendre à lire et à écrire, s'initiant à l'astrologie, utilisant parfois, à défaut de papier, des feuilles de bananier sur lesquelles, avec

une aiguille taillée dans du bambou, on grave un texte éphémère. Havre de paix, de calme, ombragée par des manguiers, interdite aux animaux domestiques, la cour du monastère reste la place du village, le monastère lui-même y jouant le rôle de maison commune.

Mais si cette atmosphère sereine est de règle, hors de l'enceinte et des jours saints (pleine lune, nouvelle lune et les deux quartiers), des manifestations moins paisibles seront vécues avec la même intensité sinon la même foi. En effet, chaque maison doit participer aussi à des sacrifices d'animaux : volailles, chèvres, porcs, buffles, offrant chacune un animal, ou de l'argent quand il s'agit d'un gros animal acquis en commun, offrant aussi épices, légumes, alcool. Ces sacrifices se situent généralement hors du village, les exécutants — en principe un par maison — regroupés sous l'autorité du Maître ès sacrifices, se partagent là, un petit repas des viscères des bêtes immolées, tandis que les restes sont ramenés au village pour y être préparés et consommés en commun. La participation à ces cérémonies doit être scrupuleusement respectée ; nous avons été témoin d'un sacrifice qui fut recommencé. Il fallait, entre autre, 22 petits paquets de sel, le village ayant 22 maisons, il n'en fut compté que 21, l'assistance passa outre et décida de sacrifier les animaux. Le lendemain un enfant se blessa avec un coupe-coupe, un chien mordit un villageois, le chef du village fit un rêve... et le sacrifice fut recommencé.

Là encore, si nous comparons les Arakanais actuels et les descendants des réfugiés, force est de constater, chez les Marma, la présence de rituels plus sanglants, plus agrestes que ceux maintenant pratiqués en Arakan. En Arakan, on offre des fruits, des sucreries, des fleurs à des *nat* hiérarchisés, ayant un nom, maîtres d'un village ; chez les Marma on sacrifie des animaux et l'on boit de l'alcool pour des *nat* anonymes, ceux des rivières, des collines, de la forêt.

Les techniques, la parenté, la religion sont autant de traits culturels maintenus avec une certaine fixité chez les Marma, mais qu'en est-il d'autres traits culturels offrant plus de prise aux changements provoqués par l'exode, la nouvelle administration, le voisinage bengali : autorité politique, vie économique, relations sociales ?

Dans les années 1790-1800, au moment de l'arrivée de réfugiés, les collines à l'est de Chittagong étaient peu peuplées et même « supposées inhabitées » comme on peut le lire sur les premières cartes manuscrites relevées par les Anglais. Aux principaux confluent des vallées, des dépôts de sel, sans doute pour faciliter les contacts, par le truchement des Bengali, avec les éventuels habitants, sont seuls mentionnés. Ces habitants étaient cependant connus des autorités de la Compagnie : Chakma, Lakher, « Kuki », Khyang (pronon-

ciation arakanaise de Chin). Ces noms reviennent plusieurs fois dans la vénérable revue *Asiatick Researches*, fondée par la Société asiatique de Calcutta créée en 1784. Ces habitants payaient un impôt en coton et cela bien avant l'arrivée des Anglais. Devant l'afflux des réfugiés et l'attitude de plus en plus menaçante des autorités birmanes administrant l'Arakan, les Anglais, toujours par l'intermédiaire des Bengali, s'attachèrent à contrôler la population mouvante des collines. La première initiative consista à remplacer l'impôt en coton par un impôt en roupies. Pour en faciliter la collecte, les charges de percepteurs locaux furent multipliées. Elles étaient confiées de préférence, parmi ceux qui venaient d'Arakan, à des personnages dotés déjà d'un certain prestige, ayant été, avant l'exode, par exemple chef de village (ou *roaja*, translittéré *rwa cā* = « village mangeur »), militaire gradé ou dignitaire à la cour royale.

Ces postes de percepteur étaient farouchement convoités, le détenteur bénéficiant du double privilège d'être à la fois un agent rémunéré, confirmé par son entourage dans ses fonctions de chef de village, sans parler de la possibilité de tricher avec les chiffres pour augmenter ses revenus. Ce changement de mode de perception de l'impôt serait intervenu en 1793. Nous ne pouvons nous étendre sur cette période troublée jusqu'aux deux premières décennies du XIX^e s., période pendant laquelle, les Anglais devaient, aussi, contenir des réfugiés de plus en plus nombreux et apaiser les autorités birmanes de plus en plus menaçantes ; la première guerre anglo-birmane date de 1824-1825. L'essentiel des archives de l'*India Office* (Londres) a été utilisé par le regretté D.G.E. Hall ; nous avons pu consulter pour les années 1812-1814, les volumes 241 et 242 des *Bengal Secret and Political Consultations* (B.S.P.) ainsi que les volumes 15 et 16 des *Bengal Political Consultations* (B.P.C.). Les percepteurs n'hésitaient pas à employer la manière forte pour supprimer un rival, à payer très cher, au besoin en empruntant, la complicité d'un Bengali, à flatter les plus faibles. Quelques personnages rapidement prirent une certaine importance en se vantant de titres qu'ils s'étaient donnés : *khan*, *dewan* ou *raja* chez les Chakma ; *roaja*, *myothugyi*, *paingsi* ou, plus prestigieux encore, *mong* ou *bohmong* (respectivement « prince » et « chef d'armée ») chez les Marma. En 1860, le Territoire fut divisé en trois « cercles », chacun devant être placé sous l'autorité d'un « Chief » autochtone, donc non bengali. Les trois Chefs furent évidemment choisis parmi ces percepteurs titrés. Cette situation existait encore en 1960, la région était alors sous le contrôle du Pakistan. Cette année-là, un nouveau Chef devait être nommé : d'après l'administration anglaise toujours en vigueur, ce chef devait être élu mais présenter six conditions (impossibles à réunir si on n'appartient pas déjà à la très proche famille du Chef précédent). Les représentants de l'état pakistanais (la langue officielle était l'anglais) employèrent le terme « installation », le porte-parole du chef parla de « coronation » ; dans les faits, un jeune frère venait de succéder à son frère aîné.

En 1900, les Anglais avaient tenté d'atténuer la puissance de ces trois rois percepteurs, en créant trois postes, confiés à des Anglais puis à des Bengali, de *Sub-Divisional Officer* (S.D.O.) relevant directement du *Deputy Commissioner*. Cette initiative n'a en rien diminué la puissance des trois Chefs : par exemple, la part légalement conservée par chacun d'eux leur assurait un revenu annuel (en 1960), équivalent à celui des plus hauts fonctionnaires internationaux ; à titre comparatif, à la même époque, un fonctionnaire local, postier ou instituteur, recevait l'équivalent de huit dollars par mois. Leur puissance économique, jamais remise en cause par les autochtones, était encore renforcée par les nombreuses prestations imposées à ces mêmes autochtones : prémices des récoltes, parts de gibier, cadeaux pour avoir le droit d'embellir une maison ou de clore un jardin, sans parler des amendes imposées lors des jugements prononcés dans les affaires dites coutumières ou tribales.

À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e grâce à une administration lentement mise en place, les autorités anglaises étaient bien implantées dans le Territoire. Quant aux ethnies, protégées alors des Bengali, elles conservaient, intacte, leur identité culturelle, les trois Chefs ayant précisément pour mission de préserver cette identité.

Mais un autre problème se posait aux autorités. Toutes les populations du Territoire, dans les dernières décennies du XIX^e s. pratiquaient encore l'agriculture sur brûlis, ce qui entraînait des déplacements de villages et perturbait les tâches de l'administration. Il était préférable d'inciter les habitants à labourer les terres, de les rendre possesseurs des parcelles, bref, de les sédentariser. De 1870 à 1900, des sommes importantes furent mises à la disposition des essarteurs souhaitant labourer sous forme de prêts à très faible intérêt. Après plusieurs rapports optimistes parce que truqués, les résultats étaient simplement nuls : en 1900, il n'y avait que deux parcelles, de quelques « acres » (0 ha 40) chacune qui étaient labourées, et elles l'étaient déjà avant la campagne en faveur des labours.

Par ailleurs, entre les trois Chefs locaux, doublés par les trois S.D.O. et les dignitaires de quelques milliers de villages (environ 2 500 en 1905), il manquait un chaînon intermédiaire. Le 1^{er} mai 1900 (note n° 123 du *Political Department*), un décret envisageait la création, entre le village et le « circle », d'une nouvelle division administrative, le *mauza*, regroupant cinq à vingt villages sous l'autorité d'un responsable autochtone qui devait recevoir le titre de « headman ». Ces derniers, une fois de plus, furent choisis parmi ceux qui avaient la responsabilité d'un village considéré comme cossu (par exemple, présence d'un monastère), et qui étaient souvent *roaja* ou *paingsi*, ou *karbari* (titre bengali nouvellement donné), la charge se transmettant encore de père en fils. Jugeant plus sage, d'une part, de freiner les candidatures, et d'autre part, de rajeunir la campagne en faveur des labours, la même administration décréta qu'un tel poste serait créé, seulement là où le

futur « headman » s'engageait à créer une terre labourée. En quelques années, près de 350 terres labourées, correspondant aux 350 *mauza*, furent aménagées. Après la création du Pakistan, beaucoup de ces terres furent même transformées en rizières (inondables ou irrigables). Mais les habitants continuèrent cependant à essarter ; en 1960, si les paysans uniquement laboureurs restaient rares, la plupart des paysans vivaient encore strictement de l'essartage ; les chiffres de 5 % et 75 % ne doivent pas être très éloignés de la réalité.

A l'exception des fonctionnaires et des commerçants établis dans les bazars, peu de Bengali furent affectés par ces nouveautés administratives. Les marchés, ouverts à jours fixes, sont établis dans des clairières, en bordure de rivières facilitant les approvisionnements, les voies carrossables ayant toujours été fort rares. Le nombre des marchés est passé de 4 en 1869 à 31 en 1952, en 1960 nous avons recensé environ 65 marchés, 99 % des boutiquiers étant bengali. Ces derniers proposent dans leurs échoppes, toute une pacotille de produits manufacturés, véritables nouveautés pour les montagnards avides de posséder montres, pendules, stylos, miroirs, parapluies, lunettes de soleil, thermos, torches électriques, etc. Ces bazars ont aussi contribué à l'endettement des autochtones, chaque commerçant fait un peu le prêteur, la future récolte, voire la terre labourée, constituant d'excellents gages. Mais en 1960, date de notre dernier séjour dans ce Territoire, l'alimentation, le vêtement, l'habitation n'étaient cependant pas modifiés. La nourriture devenait sans doute un peu plus lactée (lait en boîte) et sucrée, des vêtements cousus commençaient à remplacer — chez les hommes seulement — les vêtements drapés, quelques maisons s'encombraient de chaises, et des murs se recouvraient de chromos ; la vie économique entre villageois ne fut pas cependant vraiment modifiée. L'entraide, « le tapage » dans des limites que chacun connaît, continuèrent à régler la vie quotidienne entre voisins, parents, alliés. Comme par le passé, un *karbari* de village ou un *headman* de *mauza* reprenant la charge d'un parent décédé devait promettre d'offrir une grande fête au cours de laquelle, en quelques jours, pour des centaines, voire des milliers d'invités, le donneur de fête dépensait plusieurs années d'économies. Là encore, la fonction occupée, gratuite pour le chef de village, rétribuée pour le headman, le profit tiré de la terre labourée, les bénéfices des corvées et les prestations traditionnelles ne firent que renforcer la position économique de ces responsables locaux.

Non seulement ces changements nés d'une administration étrangère ne modifièrent pas le genre de vie des habitants mais, bien au contraire, semblent avoir renforcé les traditions, maintenant absolument intacte la conscience d'appartenir à un groupe différent du contexte indien.

Un certain regroupement territorial s'est donc maintenu entre habitants d'un même village, d'un même *mauza*, d'un même « circle », derrière des chefs au prestige reconnu. De plus, et ceci nous ramène même au titre de

notre sujet, dès les années qui suivirent l'exode, à la fin du XVIII^e s., un autre regroupement devait s'opérer, sur un plan plus social, celui des *amyo*.

Ce mot polysémique (en translittération *amyui*;) désigne aussi bien une famille, une race, une lignée, un groupe, une classe sociale, un clan, une caste, etc. Quoiqu'imparfaite, car il existe une endogamie de l'*amyo*, la traduction par « clan » nous semble préférable à celle de « caste », terme absolument réprouvé par les informateurs. Les premiers auteurs européens s'étant penchés sur la situation des réfugiés rencontrèrent ces *amyo* et en dressèrent des listes, d'une dizaine à une vingtaine selon les auteurs. Les Marma se sont donc regroupés aussi en un certain nombre d'*amyo* chacun ayant un nom, suivi de *sa* (transl. *sā*;) : « enfant de ». Ces noms pouvaient se référer soit à une région de l'Arakan que l'on venait de quitter, comme « les enfants de Ramree » (tl. *ram: bre sā*;) , soit, le plus souvent, à un nom de fonction, par exemple « les enfants des blanchisseurs » (tl. *kyok phyā sā*;) , les deux premières syllabes se traduisant par « pierre plate » = la pierre sur laquelle on lave le linge), ou bien, autre exemple, « les enfants de ceux [qui apposaient] le sceau royal » (tl. *tam chip sā*;) .

Lors de nos enquêtes, nous avons constaté que ces *amyo*, sont maintenant, démographiquement parlant, fort inégalement représentés, celui des « Enfants de la Claire Eau » réunit quelques dizaines de milliers de personnes, mais les « Enfants des préposés aux vergers » ne comptent plus qu'une dizaine d'individus. L'endogamie est possible chez les premiers, on conçoit qu'il n'en est pas de même chez les seconds. Ceci expliquerait, J.P. Mills (l'ethnographe des Naga) le signalait déjà en 1925, que le nombre des *amyo* va en diminuant, le nombre maximum ayant été atteint vers 1900 ; R.H.S. Hutchinson donna, en 1905, la liste qui reste la plus longue avec 22 noms.

Ajoutons aussi une interprétation, par les autochtones, de leur propre histoire, à savoir qu'autrefois, chacun de ces *amyo* était placé sous l'autorité d'un chef, *mañ*;, qui précisément collectait l'impôt pour l'administration de la Compagnie anglaise. On raconte que le chef des « Enfants de l'île de sable » réputé pour son brio et sa diplomatie réunit plusieurs chefs d'autres *amyo* dans un banquet fastueux qu'il leur avait offert. A l'issue du repas, ce chef malin aurait déclaré : « vous êtes mes pères ». « Non » répondirent les autres, « nous sommes vos fils », ce qui décida de l'allégeance des invités devant des Bengali conviés comme témoins. On rapporte aussi qu'un des trois « Chefs », le Bohmong, persuadé qu'il devait régenter 101 *amyo* fit faire une enquête, n'en trouva que cent et qu'il créa un cent et unième, en regroupant des isolés qu'il désigna par *kok tam: sā* : « les enfants de ceux qui ont été réunis ». Ces deux récits nous furent rapportés par des membres de ces *amyo*.

Mais la conscience est restée forte. « De quel *amyo* es-tu fils ? » est une salutation très souvent entendue. Et les petits *amyo* disparaissant, les plus

grands se trouvent placés en tête d'une liste de plus en plus considérée comme hiérarchique malgré les noms géographiques donnés aux clans les plus importants.

Après plusieurs siècles de gloire, l'état d'Arakan devait disparaître, en 1785, conquis par la Birmanie. Malgré la présence d'Akyab, ville portuaire et de garnison, construite à l'initiative des Anglais dans les années 1840 (le nom local est Sittwe), Myohaung demeure la capitale symbolique avec ses temples et ses remparts. Accessible seulement par bateaux qui doivent tenir compte des marées, elle reste pour les Arakanais le haut lieu de leur passé... (et pour les historiens et archéologues de l'Asie du Sud-Est un site méconnu).

Quant aux descendants des réfugiés établis dans un état voisin, tout en ayant fait leur le nom des envahisseurs, ils ont non seulement perpétué les traditions de leurs ancêtres, mais renforcé, grâce à la double complicité inconsciente des représentants de la Compagnie Anglaise des Indes Orientales et de leurs agents bengali, leur conscience tribale.

Séminaire : *Proposition d'une typologie de l'utilisation de l'eau, et organisation de l'agriculture*

Notre propos était d'abord de mettre un peu d'ordre dans les nombreuses publications concernant l'irrigation en Asie du Sud-Est et dans les pays voisins. Plusieurs auteurs ont rédigé d'excellents travaux sur ce sujet. Bornons-nous, ici, à quelques exemples : Ed. R. Leach, dans son *Pul Eliya*, à partir d'une monographie de village, apporte un excellent témoignage sur l'irrigation cingalaise ; plusieurs géographes comme P. Gourou, Ch. E. Fischer, J.E. Spencer ont comparé, puis synthétisé ; mentionnons aussi des historiens comme R.L. Brohier pour Ceylan, B.H. Groslier et ses travaux sur Angkor, J. Needham, l'historien de la Chine, et J.M. Stuart pour la Birmanie. Evidemment, la bibliographie utilisée ne s'est pas limitée aux travaux de ces spécialistes, mais nous avons délibérément écarté tous les bavardages des théoriciens ignorant ce qu'est un système d'irrigation.

Nous avons essayé de relever les vocabulaires locaux, la tâche n'est pas facile car toute installation moderne entraîne l'emploi de mots occidentaux. Les termes locaux, en vietnamien, mōn, khmer, tai, birman, désignant « le barrage », « le réservoir », « le canal », furent comparés. Très certainement ces quelques mots durent être empruntés, dans ces différentes langues, aux populations de langues austro-asiatiques. Toujours dans le domaine du vocabulaire, la terminologie des ingénieurs hydrauliciens doit être utilisée.

Les systèmes d'irrigation sont fort différents. Par exemple, le débordement saisonnier, donc régulier, d'une rivière de plaine, ne nécessite pas l'aménagement d'un canal d'amenée. Et quand il s'agit, non plus de laisser l'eau s'écouler

par simple gravité, mais d'abord de l'élever, le système d'irrigation devra s'adapter à ce problème.

Il faut évaluer le débit des eaux distribuées : *cusecs* ou *cumecs* des hydrauliciens (abréviations respectives de « cubic feet second » et, en anglais, de « mètre cube seconde »), voire le nombre de litres d'eau élevés à telle hauteur, pendant tel laps de temps, quand un homme utilise par exemple l'écope à balancier.

Les superficies irriguées à partir d'une seule prise d'eau sont évidemment très variables, comme le sont aussi les quantités d'eau utilisées. Dans les chiffres que nous donnons ci-dessous, ceux concernant « les mains d'eau », sont évidemment théoriques.

Avec l'écope suspendue, un homme, en une heure, peut élever 6 800 litres d'eau à une hauteur de 1 mètre, soit, en sept heures, la possibilité de distribuer sur une parcelle de 2 500 m², une main d'eau de 18 mm (Vietnam). L'opération, pour être efficace, doit évidemment se poursuivre pendant plusieurs semaines. Un puits à balancier (*chadouf*) permet d'élever de deux mètres 3 400 litres d'eau en une heure, c'est sans doute moins fatigant que l'emploi de l'écope mais, là aussi, un homme est mobilisé pour ce seul travail (Birmanie centrale). Malgré le côté spectaculaire de l'installation, il y a 50 ans, les douze norias en batterie sur la rivière de Quang Ngai (10 m 50 de diamètre, 60 pots de 8 litres par roue, un tour de roue par minute), n'irriguaient que 70 hectares (étude faite par P. Guilleminet au Vietnam). A noter qu'il s'agissait de norias entraînées par l'eau courante, ne nécessitant donc aucun moteur animal, ou humain.

Un canal d'amenée débitant un *cusec* (28 litres 3 par seconde), distribue, théoriquement, en 24 heures, une main d'eau de 19 mm sur 12 ha 4 (noté à Patheingyi, à l'est de Mandalay). Le système de Kyaukse, dans la zone sèche de la Birmanie, irrigue 24 800 hectares. Kyaukse signifie « barrage en pierres », ce barrage était déjà en place, construit par les Mōn, quand les Birmans s'établirent là, au ix^e s. de notre ère (G.H. Luce).

Citons encore deux chiffres. Le *tank* de Pul Eliya, au Sri Lanka, irrigue 54 hectares, ce qui correspond à la superficie du *tank* (Ed. R. Leach). Le système de Du-jiang-yan (les travaux initiaux datent de 2 200 ans), établi sur la Min, au Sichuan, irrigue maintenant 700 000 hectares de la plaine de Chengdu ; les ingénieurs hydrauliciens chinois pensent atteindre le million d'hectares (chiffres recueillis en mai 1980).

Une étude ethnographique d'un système d'irrigation doit donc tenir compte de plusieurs facteurs : a) l'histoire, b) les vocabulaires (celui des autochtones et celui des ingénieurs), c) le type global (gravité ou élévation), d) le débit et la qualité de l'eau, e) la hauteur d'eau requise, f) la superficie à irriguer. A noter que certaines de ces données doivent être chiffrées. A cette liste, il faut ajouter :

g) une bonne connaissance du paysage (débit et régularité des rivières, climat, sol, etc.). Le grand mérite des hydrauliciens cingalais est d'avoir pu — au prix de quels travaux ! — dériver et stocker pour la zone sèche, des réserves d'eau provenant de rivières pérennes ;

h) un inventaire des plantes à irriguer et la connaissance de leur besoin en eau, une rizière, par exemple, demandant beaucoup plus d'eau qu'une cotonneraie ;

i) le détail des techniques d'irrigation : durée, rotation (ou « tours »), depuis la prise d'eau, barrage ou puits, jusqu'à l'évacuation des « eaux blanches » dans « les canaux de colature » ;

j) les modes de tenure foncière et l'ensemble des conditions économiques et démographiques ;

k) l'organisation sociale. Il ne faut pas voir dans cette rubrique, comme dans la précédente, ici placées en fin de liste, des considérations secondaires. Il est bien entendu indispensable de connaître *qui* organise ou supervise l'irrigation, qu'il s'agisse du propriétaire irriguant son propre champ avec une écope, le champ voisin nécessitant le même travail par un autre personnage ; ou bien de la brigade de quelque 150 fonctionnaires, comme nous l'avons noté à Kyaukse, pour 24 800 hectares. Un mot sur un exemple intermédiaire, en évoquant de nouveau les norias de Quang Ngai, il y a un demi-siècle, un tiers des récoltes des champs irrigués allait au propriétaire des norias, un deuxième tiers au propriétaire des champs et le troisième tiers, à celui qui les avait cultivés (P. Gourou).

Pour résumer J. Needham (*S.C.Ch.*, IV, 3, p. 214), si nous avons davantage d'études objectives et moins de spéculations subjectives, nous aurions sans doute une meilleure connaissance de l'agriculture irriguée.

Plusieurs auditeurs ont participé aux discussions. Signalons plus particulièrement M^{me} B. Brac de la Périère, elle présenta les systèmes d'irrigation de la Birmanie centrale, où elle est allée depuis (16-12-80) ; M. Yoshio Abe exposa ses recherches sur les systèmes hydrauliques du sud de l'Inde et de Ceylan (17-2-81) ; M. V. Fourniau s'occupa plus spécialement de l'irrigation dans l'ancien Turkestan russe.

L. B.

AUTRES ACTIVITÉS

Comptes rendus critiques dans *Etudes rurales*, *L'Homme*, *T'oung Pao*.

Mission et conférences en République populaire de Chine.

Conférences à la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Nice.

Participation au Conseil du Patrimoine ethnologique du ministère de la Culture, journées d'étude à Toulouse.